Motion

Pour le syndicat CGT de la Mairie de Tarbes la délibération sur la fin du service public de l'abattoir est un contre sens à l'histoire locale. En effet depuis des années les pouvoirs publics dans l'objectif de maintenir une économie agricole locale ont investit dans cet outil municipal. La question de fond qui doit nourrir ce débat est de savoir si toute la chaine de l'agro alimentaire doit être dans les seules mains de sociétés privées.

Nous considérons et plus que jamais suite à la crise financière que le service public reste le seul outil de régulation. De plus il privilégie l'intérêt collectif. En effet le débat sur l'abattoir renvoie à des problématiques essentielles comme la santé alimentaire et les risques sanitaires. Il pose la question du maintien du petit artisanat bouché et charcutier en passant par celui des éleveurs locaux. Ce débat est essentiel puisqu'il définit les enjeux de nos sociétés futures. Soit ces crises financières devenus systémique relèvent seulement de la mémoire, où bien l'histoire sert l'avenir.

Pour nous le choix est fait sur la question alimentaire elle doit s'organiser autour de circuits courts. C'est une économie alternative sociale et environnementale la seule durable. En cascade c'est tout le volet agricole qui se transforme en sortant des schémas productivistes calant son efficience dans la monoculture. Nous voulons que les circuits courts appréhendent toute la chaine alimentaire de la naissance à la vente du produit pour cela il faut une pluri agriculture. C'est seulement dans ce cadre que l'on pourra maintenir une agriculture familiale, des petits éleveurs ainsi que l'artisanat bouché et charcutier.

Si cette délibération devrait être prise d'une part c'est une économie locale qui à moyen terme disparaitrait mais en plus nous ouvrons la porte à un monopole privé. Nous connaissons les objectifs de ces sociétés elles sont dans leurs rôles seule la rentabilité guide leurs stratégies.

Aujourd'hui rien ne presse, le rapport de la cour des comptes nous éclaire sur la situation financière très saine malgré des investissements très hauts et des coûts d'abattage très bas pour les usagers. L'urgence est donc dans notre capacité à ouvrir et nourrir un débat public intégrant partenaires et citoyens.

L'abattoir public n'est pas une question subsidiaire aussi paradoxal que cela puisse paraitre elle conditionne la vie de tout un chacun. En effet manger et surtout bien manger répond à des exigences vitales comme l'eau d'où le maintien d'une maitrise publique dans l'articulation de la chaine alimentaire.

Nous voyons bien que les investissements seront publics au vue du montage financier et de la date effective de mise en place de la SEM. Alors pourquoi autant d'empressement quand la raison appelle à la réflexion et notamment avec les agents du service garant du bon fonctionnement. Ils ont depuis des années consentis à beaucoup d'efforts pour répondre aux exigences d'un service public de qualité dans des conditions de travail difficile. Ils doivent être associés ainsi que les syndicats à toutes décisions.

Nous demandons :

La suppression de ce projet.

L'ouverture d'un véritable débat public.